

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Troisième Congrès Communiste Mondial (*Boris Souvarine*). — Le Problème des Responsabilités et les causes de la guerre (*Henri Guillebeaux*). — Pour l'unité du front révolutionnaire.

Après le Congrès de Lille (*A. Rosmer*). — Héros et Martyrs du Communisme : Vladimir Ossipovitch, Lichtenstadt (Mazine) (*Victor Serge*). — Bibliothèque Communiste, etc.

Le Troisième Congrès Communiste Mondial

Notes et Commentaires

POUR la troisième fois réunie en Congrès à Moscou, l'Internationale Communiste a donné au monde de nouvelles preuves de sa force et de sa maturité politique. Des centaines de délégués, représentant les fractions les plus avancées des prolétariats de tous les pays, se sont concertés librement dans la capitale de leur patrie révolutionnaire pour fomenter au grand jour le complot permanent du prolétariat révolté contre le sanglant régime de la bourgeoisie oppresseuse. Il n'est police ni okhrana, il n'est frontière, ni cordon sanitaire, ni fil de fer barbelé qui aient pu entraver la volonté des communistes internationaux de s'assembler pour conjindre leurs efforts de leurs mandants et les mieux diriger contre l'ennemi capitaliste ou le trompeur réformiste.

Les séances du Congrès avaient été précédées de plusieurs séances du Comité Exécutif élargi par l'adjonction de délégations de tous les partis, et siégeant en véritable session préparatoire du Congrès. C'est là que fut mis au point le règlement des travaux du Congrès et que furent entendus et discutés les rapports sur la situation de trois des principaux partis de l'Internationale : ceux de Tchéco-Slovaquie, de France et d'Italie, qui avaient depuis peu traversé des crises modifiant leur physionomie. On y prononça de vives critiques et de

chaleureux plaidoyers. On y accepta de bonne grâce les reproches mérités, on rectifia les assertions erronées, on réfuta les accusations trop hâtives : tout cela avec une saine passion, une franchise vigoureuse qui témoignent d'une excellente santé morale. Combien nous étions loin des parlottes pompières et solennellement béates de la 2^e Internationale !

Que Laporte ait polémique avec... Trotsky, que Reiland ait pourfendu un Frossard invisible et présent, que Lénine ait fustigé Bela Kun, que la délégation française se soit prise de bec avec Radek, que quelques divergences de vues aient attisé les discussions, soit au Comité Exécutif, soit au Congrès, soit dans les commissions, — ce sont bien là les manifestations les plus évidentes de cette « discipline monacale » imposée par le « knout moscovite » aux « séides » de Zinoviev, à ces sectateurs « serviles », « fanatiques », ou « étroits », quand ils ne sont pas corrompus par « l'or de Moscou » ou les « diamants de l'impératrice »...

♦♦

LES controverses sur les Partis français et tchéco-slovaque ont été inspirées par une préoccupation principale : ces partis ont-ils accompli leur scission dans de bonnes conditions, qui leur épargnent une crise analo-

gue à la crise récente du Parti italien ? Ne se trouvera-t-il pas dans ces partis des camarades qui inclineront à suivre l'exemple d'un Serrati, d'un Paul Lévi ? Les participants ont été unanimes à déclarer, tout au moins prématurées, les craintes exprimées par nos camarades de « gauche » et à repousser leurs outrances. En même temps, ils ont maintenu dans son intransigeance intégrale la position des communistes vis-à-vis des réformistes, serviteurs conscients ou inconscients de la bourgeoisie.

Ni opportunisme, ni inopportunisme, telle est la bonne formule dont l'Internationale veut s'inspirer pour conformer sa tactique aux nécessités diverses et variables de la lutte de classes révolutionnaire.

L'Internationale Communiste sait ce qu'elle veut et veut ce qu'elle veut. Elle entend se garder de toute déviation démocratique-bourgeoise, parlementaire ou réformiste, comme de toute déviation insurrectionnaliste (on dirait aujourd'hui putschiste), ou syndicaliste, ou anarchiste.

Le Parti français, qui a su trouver la voie révolutionnaire et s'y est résolument engagé, saura aussi y persévérer. Il y fera vraisemblablement des faux pas, mais tous les Partis Communistes — sans exception — en ont fait : l'essentiel est de ne pas perdre des yeux le but final, et de se diriger vers lui sans faiblesse, quelque dure que soit la route, quelque tentants que soient les chemins qui s'en écartent. Notre Parti fera d'autant mieux son devoir qu'il sera plus intimement lié avec l'Internationale, qu'il entretiendra des rapports fréquents avec le Comité Exécutif de Moscou, qu'il saura profiter ainsi de l'expérience accumulée par tous les Partis révolutionnaires prolétariens au cours de plusieurs années de luttes, de souffrances et de sacrifices.

**

LA délégation française au Congrès rendra compte à notre Parti des discussions qui eurent trait au mouvement ouvrier français et éclairera de ses commentaires les résolutions prises à leur issue. Nul doute que ce compte rendu ne soit accueilli avec satisfaction par l'unanimité de nos sections et fédérations.

La composition variée de notre délégation sera pour tous la meilleure garantie de la véracité de son rapport, qui différera sensiblement des calembredaines de la presse contre-révolutionnaire. Il faut dire que nous ne sommes pas nous-mêmes (nous, délégués au Con-

grès) dépourvus de certains torts, du fait de l'insuffisance des informations envoyées par nous à notre Parti. Mais nous ne sommes pas non plus dépourvus d'excuses. Les camarades envoyés à Moscou n'ont pas seulement pour tâche de participer aux travaux du Congrès et de ses commissions. Ils ont aussi à profiter de ce rendez-vous international exceptionnel pour interroger les militants de tous les pays, et ils doivent s'informer des conditions de développement de la Révolution russe, étudier la vie du prolétariat maître du pouvoir et faire leur profit de ses tentatives malhabiles, de ses expériences coûteuses, mais fructueuses aussi.

Enfin, nous avions compté sur le Bureau de presse du Congrès pour informer nos camarades français, — mais à tort. En effet, l'énormité de la besogne excédait les moyens d'un personnel technique insuffisant. Des discours qui subissent la sextuple épreuve de la sténographie, de la traduction, du résumé analytique, des transmissions et retransmissions télégraphiques, de la réception et de l'impression, atteignent le public très altérés, quelquefois déformés au point de ne rappeler en rien l'original.

Ces observations nous sont suggérées par la lecture tardive d'un numéro de l'*Internationale* (7 juillet), où se trouve le compte rendu fait par Reynaud de la discussion sur le Parti français au Comité Exécutif. Reynaud a scrupuleusement puisé dans le journal *Moscou* ses informations et les a fidèlement transcrites. Mais le malheur est que *Moscou* a déformé malencontreusement, et de la meilleure foi du monde, ladite discussion. Il faut avoir été témoin de ces séances de l'Exécutif pour apprécier l'immensité du contraste entre la discussion telle qu'elle fut et son reflet dans *Moscou*.

Quelques exemples. Le caractère de l'intervention de Reiland est déformé sensiblement : Reiland, à propos de l'attitude du Parti français lors de l'occupation militaire du Luxembourg, a protesté contre le silence observé par notre Parti et son principal journal. Sur ce point, sa critique était non seulement fondée, mais irréfutable. Le Parti et l'*Humanité* sont absolument inexcusables de n'avoir pas fait état des renseignements qui leur furent envoyés par nos camarades luxembourgeois. Et il faut dire que Trotsky eut tort, dans sa réplique foudroyante aux critiques du Parti français, de prêter à Reiland, pour mieux la combattre, une exagération qui n'était ni dans l'esprit, ni dans les paroles de Reiland, lequel n'a jamais demandé que notre Parti décrétât la Révolution pour empêcher l'occupation armée du Luxembourg, mais a simplement et avec

raison constaté la carence de nos organes officiels en une circonstance où ils auraient dû prendre position. Par contre, Reiland a péché par irréflexion ou méconnaissance du mouvement communiste français en suggérant l'exclusion de Frossard et les sévères répliques qu'il s'est attirées n'étaient pas imméritées.

La relation de l'intervention de Laporte est aussi très mauvaise. Laporte n'a pas dit toutes les sottises que *Moscou* lui impute généreusement. Il est suffisant qu'il ait proféré celle qui lui valut la splendide démonstration de Trotsky, — à propos de la mobilisation de la classe 19, considérée par nos Jeunesses comme une possibilité d'action insurrectionnelle. Quant au reste, Laporte n'a nullement dépassé les limites de la critique judicieuse d'un Parti... dont il est membre, — étant entendu qu'il eut tort de ne pas dire dans sa section et sa fédération ce qu'il tenait tant à dire à Moscou.

Les discours de Trotsky, de Lénine, de Zinoviev, rapportés par *Moscou*, ne donnent en rien une idée de ce qu'ils ont été. La critique pénétrante faite par Trotsky du syndicalisme révolutionnaire français et de cette sorte de neutralité bienveillante observée par les communistes français à son égard ; l'impitoyable riposte de Lénine aux « bêtises de gauche » de Bela Kun ; la sagesse présidentielle de Zinoviev, son habile « justice distributive » dans la conclusion du débat, tout cela est omis par le compte rendu. Et c'est grand dommage pour tous les lecteurs. Souhaitons que nos camarades rentrés en France sachent en traduire l'esprit, sinon la lettre, pour le plus grand bénéfice intellectuel de notre Parti.

**

LA brillante improvisation de Trotsky devant le Comité Exécutif élargi, au sujet du Parti français, comporte principalement pour nous un précieux enseignement quant aux rapports des communistes avec les syndicalistes-révolutionnaires. Trotsky s'est attaché à démontrer que le syndicalisme français, révolutionnaire en 1906 et représentant à cette époque un indéniable progrès sur le socialisme tel que le concevait le Parti, deviendrait contre-révolutionnaire en 1921 s'il s'obstinait à invoquer comme des dogmes ses formules de 1906, sans considération pour le bouleversement des valeurs, la refonte des doctrines, la mise au point des idées provoqués par la « petite » guerre impérialiste et la « petite » révolution russe...

Il était temps que Trotsky attirât l'attention des communistes français sur la nécessité d'opposer notre doctrine communiste à celle des

syndicalistes, sur l'intérêt d'engager avec ceux-ci de courtoises controverses pour les acculer à des définitions précises. Notre collaboration avec les syndicalistes-révolutionnaires, qui a déjà porté d'heureux fruits, aboutirait à une faillite si elle n'assurait pas une inter-pénétration de plus en plus étroite des deux grands courants révolutionnaires. Aider les syndicalistes-révolutionnaires à orienter le mouvement ouvrier vers le but final du communisme n'implique pas abdiquer devant eux, renoncer à faire prévaloir des méthodes que nous trouvons bonnes puisque nous les préconisons. Le concours donné sans réserve ni marchandage à la minorité syndicale révolutionnaire par le Parti et ses organes ne saurait comporter l'approbation de l'apolitisme syndicaliste, la renonciation à l'action politique sous toutes ses formes, la négation du rôle historique d'un parti politique du prolétariat, l'attribution aux syndicats d'une tâche (l'exercice du pouvoir politique) qu'ils ne pourraient assumer, en un mot la méconnaissance du caractère politique de toute lutte de classes et la confusion entre la politique et l'économie, caractérisant la doctrine syndicaliste.

Avant tout, il importe de déterminer les positions respectives des communistes et des syndicalistes, de faire en sorte que ceux-ci et ceux-là clarifient leurs conceptions propres. Alors seulement il sera possible d'apprécier la signification et d'évaluer l'importance de ce qui les sépare, malentendu facile à dissiper ou divergence irréductible. Il faut que les militants du prolétariat soient mis à même de choisir entre le syndicalisme et le communisme (nous ne disons pas entre le syndicat et le Parti), qui sont choses très différentes. On ne peut admettre, ni parmi les syndicalistes, ni parmi les communistes, — à moins d'une singulière confusion de pensée, — que des camarades soient communistes dans le Parti et syndicalistes (même révolutionnaires) au syndicat. Cette attitude, qui est celle de Quinton, de Mayoux, de Verdier, de beaucoup d'autres, ne reflète qu'illogisme et contradiction. Le communiste reste communiste dans tous les milieux et en toutes circonstances, que ce soit au syndicat ou ailleurs. Il ne peut être à la fois communiste et syndicaliste, puisqu'il ne peut être à la fois *pour* et *contre* l'existence même d'un Parti, *pour* et *contre* l'action politique, pour le pouvoir *au Parti* et pour le pouvoir *aux syndicats*, pour le syndicalisme *se suffisant à lui-même* et pour le syndicat *ne suffisant pas à tout*. Notre ami Amédée Dunois, qui semblait incliner vers l'étrange conception accolant le syndicalisme-révolutionnaire au communisme (article du *Bulletin Communiste* n° 25 intitulé *Syndicalisme et Communisme*) ne contestera pas la

justesse de ces constatations, du point de vue marxiste, pour peu qu'il veuille bien reviser ses considérations peut-être hâtivement formulées.

Le Parti ne peut être considéré par des communistes comme une organisation accessoire, quelquefois utile, souvent superflue, jamais indispensable, ce qui est la conception syndicaliste-révolutionnaire. Pour nous, communistes, le Parti doit être l'organisation de classe par excellence, puisqu'il est fondé sur le principe même de la lutte des classes, puisqu'il s'inspire uniquement de l'esprit de classe, puisqu'il n'a d'autre but que de réaliser l'émancipation d'une classe, en d'autres termes, puisqu'il ne comprend que des communistes. Le syndicat est, de fait, une organisation de classe parce qu'il n'est composé que de salariés, d'exploités. Mais il n'est pas toujours guidé par l'esprit de classe, encore moins souvent par l'esprit communiste. Il suffit d'être ouvrier (même réactionnaire) pour entrer au syndicat. Il faut être communiste pour entrer au Parti. Il est trop évident qu'une réunion de communistes, ouvriers ou non, et même affligée des défauts imputables à notre Parti actuel, est encore supérieure par la qualité de son esprit communiste, par la netteté de sa conscience de classe, à une réunion d'ouvriers parmi lesquels se trouveront des partisans de toutes opinions politiques, rassemblés non par esprit de classe, mais par intérêt matériel immédiat. Que tout prolétaire détienne en puissance un tempérament révolutionnaire, que tout ouvrier ou paysan pauvre soit un communiste qui s'ignore, c'est là une vérité *abstraite*, encore que vérité, et les fondements d'une organisation révolutionnaire ne peuvent reposer que sur des réalités, non sur des abstractions. La division de la société en classes n'entraîne pas une corollaire *rigoureuse*, un classement politique déterminé par l'extraction. Toute classe a ses transfuges, qui passent dans le camp adverse, et ses alliés, qui viennent de l'autre camp : Trosky le rappelle opportunément dans son livre *Terrorisme et Communisme* et l'illustre d'exemples historiques contre lesquels ne prévaudra aucune théorie rigide. Les Vendéens étaient des prolétaires qui s'insurgeaient sous la conduite de chefs aristocrates contre la Révolution, défendue par bon nombre de ci-devants : Marx, Engels, Bakounine, Bebel, Jaurès, Liebknecht, Rosa Luxembourg, Mehring, n'étaient « ni syndiqués, ni syndiquables » : mais en quel prolétaire la conscience de classe du prolétariat s'est-elle mieux incarnée ? Blanqui allait jusqu'à soutenir qu'une Révolution est mûre quand il se trouve une quantité suffisante de « déclassés » qui se mettent à la tête de la

classe opprimée, encore inexpérimentée et partant inapte à faire le meilleur usage de ses moyens de combat contre la classe dominante. Ce qui est certain, c'est que la révolution sociale recrute ses champions partout où elle les trouve. Le syndicat peut être le réservoir des forces révolutionnaires, mais le Parti en est la sélection.

Les syndicalistes critiquent âprement la composition du Parti, l'insuffisante rigueur de son recrutement ; leurs observations sont souvent justes, mais elles n'atteignent en rien le principe fondamental qui est à l'origine du Parti et qui reste sa raison d'être ; si notre Parti contient trop d'éléments petits-bourgeois, il doit s'épurer, comme fait actuellement le Parti Communiste russe ; quant aux syndicalistes les plus consciemment révolutionnaires, c'est-à-dire communistes, leur rôle est d'enrichir le Parti des forces prolétariennes sur lesquelles s'exerce leur influence. Les syndicalistes qui reprochent au Parti français ses traditions démocratiques, ses velléités opportunistes, oublient que c'est précisément leur éloignement du Parti, leur absentéisme, leur attitude d'expectative illimitée qui retarde la transformation définitive du Parti en véritable formation d'avant-garde du prolétariat. Nous l'avons dit avant le Congrès de Tours et plusieurs fois répété depuis : l'unité de front révolutionnaire et une direction révolutionnaire unique ne seront obtenues en France que par l'entrée des syndicalistes-révolutionnaires dans le Parti.

Quand les syndicalistes nous disent qu'il y a loin de ce que veut être notre Parti *en principe* à ce qu'il est *en fait*, ils méconnaissent qu'il en est ainsi de la mise en pratique de toute théorie et que notre œuvre, imparfaite comme toute œuvre humaine, est perfectible aussi, comme toute œuvre humaine aussi. Il ne tient qu'à eux de nous aider à porter notre Parti au plus haut degré accessible de capacité directrice et combattante. A eux également de former un parti politique du prolétariat, si celui qui existe est indigne. Mais qu'un parti communiste soit, il le faut, sans quoi le prolétariat resterait un corps sans tête, une armée sans cadres ni chefs.

Si le syndicalisme se cristallisait autour de la « Charte d'Amiens », il serait conservateur, c'est-à-dire réactionnaire. Pour qu'il soit désormais révolutionnaire, il doit devenir *communisme*, comme le socialisme lui-même, après des années d'édulcoration et de corruption, est redevenu sous l'influence du bolchevisme russe le *communisme* qu'il était à son origine. Voilà sur quoi Trosky a attiré l'attention des délégués français ; ce faisant, il a tracé la ligne que suivront dorénavant nos militants

dans les syndicats. Que des syndicalistes poursuivent leur propagande comme si rien ne s'était passé depuis 1914 qui dût les conduire à corriger leur point de vue, c'est leur droit. Mais quant aux communistes, leur devoir est clair : ils doivent faire dans les syndicats une propagande communiste, exclusivement communiste.

L' **HUMANITE**, au cours des discussions sur le Parti français au Comité Exécutif, a reçu son petit lot de critiques. La plupart étaient justifiées, et, aussi bien, les militants français qui ne se nourrissent pas d'illusions n'avaient-ils pas attendu les réunions de Moscou pour formuler une appréciation parfois sévère de leur journal officiel. Mais l'*Humanité* a eu la bonne fortune de trouver un censeur si maladroit en Bela Kun (il y a partout des maladroits, et les communistes n'en sont pas dépourvus) qu'elle a bénéficié de certaines attaques. Bela Kun est un bon lutteur, courageux jusqu'à l'audace, mais il est moins bon polémiste, il manque de mesure et de subtilité... Sa comparaison de l'*Humanité* avec la *Freiheit* a immédiatement tourné à l'avantage de l'*Humanité*, d'un assentiment spontané unanime que Zinoviev a modérément traduit. Plus tard, à la commission pour « l'organisation », le délégué français qui écrit ces lignes eut la satisfaction d'entendre Trotsky rendre à l'*Humanité* l'hommage qu'elle mérite tout autant que certaines critiques ; un camarade allemand émettant des objections à l'attribution de deux voix au Parti français dans le Comité Exécutif, Trotsky répliqua vertement à ce qu'il appela un « manque de tact » (en quoi il fut approuvé par Radek) et, pour ramener les choses à leurs justes proportions, il demanda aux camarades allemands : « Quand serez-vous capables de faire un journal ayant la sphère de diffusion de l'*Humanité* ? » Cela fut fort bien dit, parce que justement pensé. L'*Humanité* a ses défauts, la *Rote Fahne* en a d'autres et la *Pravda* ne mérite pas que des éloges, il s'en faut.

Entre communistes, on doit échanger sans ménagements et en toute camaraderie les observations et critiques suggérées par l'intérêt du mouvement communiste. C'est ce que nous avons fait, à Moscou, profitant de l'occasion de ce rendez-vous international unique fournie par les quatre Congrès qui ont siégé en juin et juillet. Nous en sortons tous, critiqueurs et critiqués, à la fois plus assurés, plus confiants, plus forts. Les imbéciles internationaux de la « reconstruction » ne comprennent, et ne comprendront jamais, ces méthodes de travail. Mais il y a, parmi les « reconstructeurs » des

gens qui ne sont pas des imbéciles (traîtrise et sottise ne sont pas forcément jumelles) et qui comprennent fort bien que les communistes puisent précisément dans ces méthodes ce qui fortifie leur confiance et déceule leur ardeur.

Pour en revenir à nos journaux, nous ne craignons pas d'en signaler ouvertement les lacunes et les erreurs sans nous soucier des ricanements niais de nos adversaires. Pendant que ceux-ci ricanent, nous élevons de quelques degrés le niveau de perfectionnement de nos organes, et c'est là l'essentiel. Les journaux communistes, et en général révolutionnaires, sont d'ailleurs à tel point supérieurs, par la tenue et le contenu, aux feuilles jaunes de nos contempteurs (voyez *France Libre*, *Peuple* et *Populaire*, dérisoires et méprisables), que nous pouvons être en toute quiétude indifférents à la moindre velléité de comparaison.

L'*Humanité* est devenue un journal vivant, actuel, combattif, cela est indiscutable. Mais elle peut, avec les moyens intellectuels et matériels dont elle dispose, faire encore de grands progrès.

Il lui faut d'abord mettre sa rédaction à l'unisson, la discipline, et pour cela, sans doute, la réduire en nombre, en exigeant de chaque collaborateur plus de travail. Il lui faut s'habituer à s'adresser à la grande masse prolétarienne, qui attend de son journal, chaque jour, une direction spirituelle, des *mots d'ordre* ; les questions traitées doivent être rendues intelligibles à l'ouvrier inéduqué, au « camarade élémentaire », elles ne doivent pas être réservées à quelques boulevardiers, à de petits cercles de militants informés, aux habitués du Croissant. Il faut que l'*Humanité* reflète mieux la vie du prolétariat, ce dont elle ne se soucie pas assez. Il faut qu'elle mette à la portée des « simples », des « élémentaires » les questions de politique internationale que Paul Louis traite d'une façon ésotérique, comme s'il s'ingéniait à rebuter les lecteurs. Tout cela, l'*Humanité* peut et doit le réaliser sans trop d'efforts.

Tel quel, notre journal fait très bonne figure à côté des autres quotidiens communistes, ou sympathisants comme le *Daily Herald*. Celui-ci est vide, non seulement de pensée communiste, mais encore d'esprit révolutionnaire ; il flatte tous les travers de ses lecteurs, donne dans des procédés journalistiques de mauvais aloi. La *Rote Fahne* est riche de contenu doctrinal, mais son information internationale est détestable, et elle reste inaccessible à la masse ouvrière. L'*Ordine Nuovo* a les défauts de l'*Humanité* sans avoir la compensation d'une diffusion aussi considérable. La *Pravda* reste inégalée et pour longtemps inégalable par la rectitude de sa direction théorique, par la riches-

se et la variété de ses articles, par la solidité de son « fond » ; mais elle mérite aussi de sévères critiques pour l'insuffisance de son information, intérieure et internationale.

Si l'on examine les publications hebdomadaires ou mensuelles, on n'en trouve pas qui échappe à la critique. Le meilleur des journaux hebdomadaires français, la *Vie Ouvrière*, ne s'adresse pas aux ouvriers, mais à une élite de militants, pour laquelle elle présente d'ailleurs un intérêt de premier ordre. Le *Bulletin Communiste*, lui, ne vise pas à atteindre la masse, il ne prétend la toucher qu'indirectement par l'intermédiaire des militants du Parti ; mais il n'est pas composé d'une façon assez systématique et n'a pas encore su constituer une phalange de collaborateurs français qui apporterait aux partis des autres pays la documentation dont ils ont besoin sur le mouvement social en France. La *Revue Communiste* a les mêmes défauts que le *Bulletin*, et quelques autres en plus ; elle n'est pas une revue dans le sens bien défini du mot, elle est presque toujours inactuelle, et l'absence de méthode dans la composition est plus blâmable quand il s'agit d'une publication mensuelle que d'un hebdomadaire. La *Vague* a connu un grand succès dans le passé, mais à quel prix ? Elle a su se mettre à la portée du public ouvrier et paysan, mais elle s'est vulgarisée dans le mauvais sens du terme, elle s'est abaissée à un niveau inférieur au lieu de s'efforcer d'élever ses lecteurs à un niveau intellectuel supérieur. C'est ce qui s'appelle : pour vivre, perdre toute raison de vivre. C'est le type du journal à ne pas imiter. L'*Ouvrier Communiste*, qui reflète un remarquable effort de pensée, a, comme la *Vie Ouvrière*, le tort de ne s'adresser qu'à une poignée de convertis. Le *Phare* est supérieur à la *Revue Communiste* par ses commentaires d'actualité et sa chronique internationale, pourtant trop pauvre, mais son fond est trop formé d'emprunts. Mais que dire du *Worker's Dreadnought*, qui ne trouve rien d'autre à publier que *Crainquebille*, à la première page et en article de tête ? Et de cette *Communist Review* dont on n'arrive pas à deviner la raison d'être ? De telles publications ne sont bonnes... qu'à disparaître.

En résumé, la presse communiste française, avec ses défauts et ses qualités, tient dignement sa place parmi les éditions du mouvement communiste international. Mais elle est susceptible de s'améliorer beaucoup et c'est pourquoi le Comité Exécutif a tenu, d'abord à inviter le Parti français à renforcer son contrôle sur la presse, puis à attirer son attention, comme celle de tous les Partis, sur « le caractère de nos journaux », par une circulaire des-

linée à susciter des discussions entre rédacteurs communistes sur la meilleure manière de « prolétarianiser » notre presse.

Ce qui manque le plus à notre milieu communiste français, une revue doctrinale et documentaire comme celles de nos camarades allemands ou hollandais, ne sera pas créé par improvisation. Là, comme en bien d'autres domaines, le problème reste à résoudre par suite du « manque d'hommes », c'est-à-dire de l'insuffisance de nos forces intellectuelles, que l'on constate dans tous les pays, même en Russie, où les plus éminents de nos militants sont débordés par l'énormité de la besogne à accomplir. Il faudrait créer un foyer de culture communiste, un centre d'attraction pour les jeunes intelligences susceptibles de se mettre au service de la cause prolétarienne. Mais... ceci est une autre histoire et nous entraînerait trop loin du 3^e Congrès communiste.

**

LE Comité Exécutif, d'accord avec les représentants à Moscou du *Comité de la 3^e Internationale*, a pris une résolution rédigée par la délégation française, aux termes de laquelle notre *Comité* est considéré comme ayant rempli sa tâche (et bien rempli), et comme désormais superflu. La dissolution du *Comité* doit être un fait accompli dans les trois mois qui suivent le Congrès, soit avant la fin d'octobre, et les œuvres du *Comité*, son journal et son service d'éditions, doivent être transférées au Parti.

Cette décision n'appelle que peu de commentaires. Elle était prévue depuis le Congrès de Tours, et les militants responsables de la direction du *Comité* n'entendaient pas prolonger artificiellement son existence au delà du terme que lui assignaient ses statuts, sa constitution même. Le Parti est aujourd'hui adhérent à la 3^e Internationale, adhérent sans réserve ni arrière-pensée ; il fait partie intégrante du mouvement communiste international ; il est une section du Grand Parti Communiste mondial qui lui donne l'orientation générale et qui le contrôle. Un organe de contrôle intérieur n'a donc plus d'utilité. Quant au rôle initiateur que le *Comité* a rempli, il sera dévolu désormais à tous ses membres, dont l'initiative s'exercera dans les sections et fédérations. Plus exactement, il sera dévolu à tous les hommes de notre Parti capables de prendre une initiative ou d'assumer une responsabilité.

En effet, l'ancien classement de nos militants, qui correspondait aux positions prises à certaine heure de l'histoire de notre Parti, ne correspond plus aujourd'hui à rien. Il nous est permis de penser, d'espérer, que nos com-

pagnons de lutte du *Comité de la 3^e Internationale* seront pour le Parti parmi ses meilleures forces d'activité et d'entraînement. Mais rien ne nous autorise à les considérer comme une catégorie spéciale, distincte du reste du Parti. La vie, le combat quotidien, provoquent des chassés-croisés, des déclassements et des reclassements... Tel Amédée Dunois, qui fit partie d'un autre groupe que le nôtre, se trouve maintenant parmi nous et il nous semble qu'il y a toujours été ; par contre, tel Victor Méric s'est montré, en plusieurs circonstances, un partisan peu zélé de ce *Comité* auquel il devait pourtant sa charge au Comité Central du Parti... En vérité, la classification d'avant Tours est frappée de caducité.

Il n'y a pour l'heure ni droite, ni centre, ni gauche dans notre Parti. Peut-être se formera-t-il encore des « tendances », sans doute même s'en formera-t-il quand le Parti abordera les tâches difficiles. Mais une tendance ne mérite pas de s'appeler gauche ou droite, en d'autres termes d'être considérée comme une tendance, tant qu'elle ne se réclame pas d'une doctrine propre, tant qu'elle ne se propose pas une tactique particulière. Pour prendre un exemple concret, nous rappellerons que l'on appelle actuellement « communisme de gauche » la tendance qui, dans certains pays, préconise l'antiparlementarisme, la formation de syndicats communistes, la tactique offensive dans des actions localisées, etc. Or, de telles suggestions ne se sont pas exprimées dans le Parti français. Notre charte doctrinale reste la motion de Tours, jusqu'au jour où le Parti aura adopté un programme politique plus complet, plus fouillé. Cette charte fait loi pour tous les communistes, et le *Comité de la 3^e Internationale* n'a plus de raison d'être qui est le principal artisan de son adoption. Il pouvait, après Tours, s'assigner provisoirement la mission d'en assurer le respect. Il ne le peut plus, depuis le 3^e Congrès communiste mondial, où la délégation française s'est montrée une, indivisible et solidaire.

Le Comité de la 3^e Internationale meurt. Il meurt de sa mort naturelle, ayant bien accompli sa mission. Son souvenir vivra dans la mémoire des communistes. Le Parti lui doit l'initiative de son orientation à gauche (là, on peut parler de gauche...). Il lui doit d'avoir ouvert la marche vers l'Internationale Communiste, d'avoir fait la besogne la plus pénible, la plus ingrate de défrichement et d'ensemencement, d'avoir reçu les premiers coups du pouvoir bourgeois. Il lui doit l'exemple d'une lutte d'idées franche, droite, désintéressée, dépourvue des préoccupations mesquines qui interviennent trop souvent dans les luttes politiques, pures à leur naissance et

corrompues à leur issue. Il lui doit aussi une couche nouvelle de militants, d'hommes neufs que les anciens dirigeants du Parti eussent refoulés dans l'ombre et que le *Comité*, rompent avec les pires traditions, a rapidement conduits en quelques mois aux postes de confiance du Parti ; nous avons nommé Vaillant-Couturier, Ker, Reynaud, Treint, et tant d'autres que l'obscurité provinciale rend quasi anonymes, tous si différents par les qualités, les dons naturels, le bagage acquis, mais si semblables par l'esprit communiste, le dévouement à leurs idées, l'ardeur mise au service de la cause révolutionnaire. Le *Comité* lègue au Parti sa *Bibliothèque Communiste*, cette série encore insuffisante, mais pourtant bien précieuse de brochures de propagande et de livres de doctrine communiste qui fussent restés inconnus en France sans notre initiative. Il lui donne aussi ce *Bulletin Communiste*, dont d'autres, plus qualifiés que nous, diront s'il a quelques mérites...

Oui, nous pouvons regarder avec fierté les dernières années écoulées et penser que nous avons fait modestement *notre devoir*. Quant à l'avenir qui nous attend, avec ses tâches ardues, ses combats, ses risques, ses périls, nous allons résolument au-devant, avec tous nos camarades de lutte anciens et nouveaux, *a priori* confiants dans tous : la Révolution reconnaîtra bien les siens.

••

LE Congrès a unanimement approuvé le rapport présenté par Zinoviev au nom du dernier Comité Exécutif. Cela ne signifie pas que les délégués aient estimé au-dessus de toute critique tous les actes et toutes les paroles de l'Exécutif pendant l'intervalle séparant le 3^e du 2^e Congrès. Cela signifie que l'Exécutif a su faire une politique conforme aux décisions des Congrès, qu'il a dignement représenté l'Internationale communiste dans les circonstances où il a eu à intervenir, qu'il n'a commis aucune faute grave, la part étant faite aux imperfections inhérentes à toute œuvre humaine.

Quelque désir que l'on ait de voir l'Exécutif disposer d'une meilleure organisation que dans le passé et répondre mieux encore aux besoins de l'Internationale et de ses sections, on ne peut nier que toute critique adressée à l'Exécutif atteigne, au travers de l'Exécutif, les principaux partis affiliés. En effet, la représentation des Partis à l'Exécutif a été très insuffisante, jusqu'au 3^e Congrès. Zinoviev l'a rappelé en termes assez crus, à la tribune, et nul n'a contesté la valeur de ses constatations. Si donc l'Exécutif

se trouvait être inférieur à sa tâche, la responsabilité en incombait d'abord aux organisations fédérées, qui négligent d'envoyer à l'organisme central permanent des militants de valeur, appropriés au rôle que l'on attend d'eux.

Mais si l'on pousse plus à fond encore l'examen du problème, on s'aperçoit vite qu'il est insoluble. Zinoviev a convié les partis adhérents à envoyer à l'exécutif « leurs meilleurs représentants ». Cette invitation s'inspire évidemment du louable souci d'avoir un Comité Exécutif hautement représentatif et qualifié, mais elle oublie de tenir compte de la situation des Partis, de leurs forces intellectuelles, de leurs besoins. Si les « meilleurs représentants » siègent à l'Exécutif, les Partis seront privés de militants, sinon indispensables puisque nul ne l'est, du moins très précieux si l'on songe à ce « manque d'hommes » auquel nous avons fait allusion plus haut et dont souffrent tous les Partis Communistes.

La vérité est que nous avons actuellement le choix entre : décapiter les Partis pour former le Comité Exécutif de premier ordre, et renoncer à former le Comité Exécutif de nos rêves pour laisser à chaque Parti ses « meilleurs représentants ». La question est de savoir si la place des « meilleurs représentants » est à Moscou ou dans leur pays, c'est-à-dire en quel lieu ils peuvent rendre le plus de services. A cette question, il n'est pas de réponse générale absolue. Certains Partis peuvent, en certaines circonstances, se priver, pour un certain temps, du concours de certains hommes ; mais seul, tant que les conditions politiques de l'Europe feront de la Russie l'unique asile de l'Exécutif, le Parti russe pourra déléguer ses « meilleurs représentants » en permanence. Les autres Partis ne pourront y avoir qu'accidentellement un ou deux de leurs meilleurs représentants. Qu'on le veuille ou non, qu'on le trouve excellent ou fâcheux, la direction de l'Internationale Communiste, dans l'intervalle des Congrès, incombera donc, pour la plus grande part, au Parti russe, et ce pour la bonne raison qu'il est impossible de faire autrement. Dès que l'Exécutif pourra se déplacer vers le centre de l'Europe, il n'y manquera pas et, alors, le problème sera posé différemment.

Si l'on envisage toutes les difficultés que l'ancien Comité Exécutif a dû vaincre pour remplir sa mission, l'on doit dire qu'il a bien travaillé et que le Congrès eut raison de ne pas lui marchander son approbation. Il n'en reste pas moins que le nouvel Exécutif devra faire mieux que son prédécesseur et que le 4^e Congrès devra se montrer envers lui plus exigeant que ne l'a été le Congrès précédent envers l'Exécutif précédent.

LA ratification unanime du rapport de l'Exécutif impliquait la ratification de l'exclusion de Paul Lévi du Parti Communiste Unifié d'Allemagne, et par conséquent de l'Internationale Communiste. La fraction de Lévi était représentée au Congrès par Clara Zetkin, Neumann, Malzahn, qui n'avaient pas été délégués par leur Parti, mais que le Comité Exécutif avait invités en leur donnant voix consultative. Ces camarades ont largement usé du droit de combattre le point de vue de la Centrale du Parti allemand et de défendre l'opposition. Mais leurs critiques, quelquefois justes, toujours utiles, n'ont en rien légitimé l'action de Lévi en diminuant le prestige de la majorité.

La décision du Congrès frappe individuellement Lévi et non pas sa fraction, parce que ce n'est pas la critique élevée contre la Centrale qui est condamnable, mais la façon dont Lévi a prétendu justifier ses conceptions au détriment du Parti et en faisant le jeu de la bourgeoisie. Les communistes ont le droit et le devoir de confronter leurs opinions quand elles diffèrent, mais ils ne sauraient, sans trahison, prendre à témoin de leurs divergences de vues l'ennemi bourgeois et l'appeler en arbitre de leurs différends. Au surplus, il a été surabondamment démontré que, depuis longtemps déjà, Lévi avait rompu moralement le pacte qui le liait à l'Internationale Communiste et avait suivi de près Serrati dans la déviation opportuniste. Le Congrès a mis un terme aux rapports devenus équivoques de Lévi avec notre Internationale et nul ne s'est levé pour y contredire.

Les scissions de Halle, de Tours et de Livourne se trouvaient implicitement approuvées par le vote de la résolution approuvant l'Exécutif. Les deux premières ne pouvaient prêter à controverse. La troisième a provoqué un débat attendu... et décevant, de par la carence de Serrati et des serratistes les plus marquants.

L'Exécutif avait pris soin de publier un recueil de documents, la plupart puisés dans l'*Avanti !* (articles de Serrati, résolutions du Comité directeur du Parti socialiste italien et de son Groupe parlementaire, etc.) pour mettre impartialement les délégués à même d'apprécier la situation dans le mouvement italien. Cette collection de textes, rigoureusement documentaire, prenait d'ailleurs l'aspect d'un réquisitoire accablant pour la politique de Serrati et de son groupe, par le simple fait du rapprochement des propos et commentaires des dirigeants du Parti socialiste italien. On attendit, en vain, à Moscou, Serrati ou quelqu'un de ses lieutenants. Serrati, qui n'avait cessé, depuis Livourne, de protester de sa fidélité

envers la 3^e Internationale, se livrait, en réalité, à une comédie, de crainte de perdre le contact des masses, très attachées moralement à la résolution russe et à l'Internationale Communiste. Ne cherchant qu'à retarder le plus possible l'heure où il lui faudrait avouer la rupture, il ne se souciait nullement de subir, personnellement, au Congrès mondial, l'humiliation de la réprobation unanime dont il était assuré d'avance, connaissant bien lui-même l'étendue et la profondeur de son « évolution ». Il s'est bien gardé aussi d'envoyer au Congrès un Alessandri, acoquiné aujourd'hui à Grumbach-Homo, à Albert Thomas, à Renaudel. Nous avons vu venir vers nous un vieux militant, sympathique, honnête, subjectivement digne d'estime et de confiance, mais peu ouvert aux conceptions communistes : Lazzari, qui s'est révélé un démocrate avancé et rien de plus. Aux discours si substantiels de Lénine, de Racovsky, de Losovsky, Lazzari a

opposé le néant, et ses deux collègues, Maffi et Riboldi, n'ont pas été plus capables de réfuter les critiques décernées à leur Parti.

Le Congrès a confirmé les décisions du Comité Exécutif et celles du 2^e Congrès. Le Parti socialiste italien s'est mis lui-même hors de l'Internationale en refusant d'appliquer les 21 conditions. Il ne peut y rentrer qu'après avoir exclu son aile réformiste, le groupe de la *Critica Sociale* ou de Reggio Emilia. Les trois représentants du P. S. I. ont pris l'engagement de défendre devant leur Parti les résolutions du Congrès international. Nous verrons comment ils le tiendront. D'ores et déjà, nous tenons à dire que nous n'avons plus d'illusions sur ce que nous réserve un Parti qui pactise avec les fascistes, avec les social-traitres français, et qui évolue avec une rapidité vertigineuse dans le sens de la collaboration des classes.

Boris SOUVARINE.

Le Problème des Responsabilités et les Causes de la Guerre

Un écrivain français qui n'est ni révolutionnaire, ni pacifiste, s'étonnait récemment qu'on s'inquiétât des responsabilités de la guerre beaucoup plus dans la France victorieuse que dans l'Allemagne vaincue. Il prenait garde à ceci que Hindenburg et Ludendorff étaient encore des idoles outre-Rhin et que l'ex-président Poincaré était l'objet d'une accusation sévère et constante.

De fait, le travail accompli pendant la guerre impérialiste par la « Société d'études documentaires et critiques » a été singulièrement mis à jour depuis l'armistice, et tout un groupe d'hommes, révolutionnaires et pacifistes : Jacques Mesnil, Ermenonville (Dupin), Demartial, Amédée Dunois, Gouttenoire de Toury, Mathias Morhardt, etc., se sont appliqués à rechercher en particulier dans les textes diplomatiques et dans la presse tout ce qui tend à prouver que l'Allemagne n'est pas seule responsable de la guerre.

Le débat a surtout porté sur les personnalités de Poincaré et d'Izvolsky, et il est regrettable qu'il ne se soit pas constitué au sein du Parti Communiste, une commission formée d'hommes compétents, étudiant d'une façon fondamentale les responsabilités de la guerre impérialiste, et, d'une façon générale, des guerres modernes. En procédant ainsi, la discussion ne se limiterait pas à quelques personna-

lités, mais elle servirait à prouver la justesse du point de vue marxiste.

Sans doute, il est utile, il est même important pour la propagande de montrer la part des responsabilités incombant à chacun des hommes d'Etat qui se trouvaient au pouvoir, tant dans la période de la préparation de la guerre que durant la guerre elle-même. Mais il faudrait souligner avant tout que Poincaré et Guillaume II ont été consciemment ou inconsciemment les agents du capitalisme et des cliques impérialistes.

Certes, il est bon, il est nécessaire de rappeler les intrigues, les machinations des Delcassé, des Izvolsky, des Poincaré et de leurs pareils en Allemagne, en Autriche et en Angleterre. Au temps où je publiais la revue *Demain*, j'ai inséré moi-même divers écrits absolument décisifs de E.-D. Morel, montrant que l'Angleterre et la Russie n'avaient pas l'âme absolument pure et qu'il était trop aisé de rejeter la faute sur l'Allemagne, et en particulier sur Guillaume II et Bethmann-Hollweg. J'ai cité également alors des extraits très suggestifs d'un numéro du *Fait de la Semaine*, intitulé « Le renouveau de la présidence » et paru le 8 mars 1913 (1). Les sous-titres : « M. Poincaré et la plus grande Fran-

(1) *Demain*, 2^e année, numéro 19, novembre 1917.

ce », « Que peut M. Poincaré ? », « Déclaration des droits de M. Poincaré », étaient d'une éloquence singulière qui augmentait encore lorsqu'on lisait ce qu'annonçaient les sous-titres prometteurs. « Notre constitution demeure immuable, mais une révolution subite dans les mœurs a, en quelques jours, grandi le rôle du chef de l'Etat... Nul n'ignore que le président de la République, en qualité de président du Conseil Supérieur de la Guerre, est le chef suprême de l'armée française. Mais cette fonction a paru jusqu'à aujourd'hui plus nominale que réelle... De toutes les photographies rétrospectives de M. Poincaré, que l'on a publiées depuis son élection, il en est une surtout qui est devenue populaire : celle qui représente, le béret crânement penché sur l'oreille, le capitaine de chasseurs à pied Raymond Poincaré... etc., etc. »

La conséquence des articles et des conférences où l'on accorde une importance exclusive aux personnalités, est que non seulement l'argumentation contre le système capitaliste et impérialiste apparaît comme extrêmement faible, mais encore que les adversaires défendent obstinément les personnalités accusées et s'ingénient, par mille moyens faciles, à prouver qu'au rebours de ce que prétendent les révolutionnaires et les pacifistes, ces grands hommes d'Etat injustement attaqués ont défendu jusqu'au bout la cause de la paix. C'est le cas d'un écrivain, avant la guerre collaborateur à des publications révolutionnaires, Gaston Sauvebois, aujourd'hui contre-révolutionnaire, qui dans la *Revue de l'Epoque* (1), au cours d'un long article, fait une apologie pour Poincaré-le-Sinistre et ne paraît pas soupçonner le premier mot des causes d'une guerre moderne.

Il importe que, dans l'étude sur les responsabilités, les origines, les causes de la guerre, on note comment le capitalisme a utilisé la vanité, l'éloquence, la vénalité, la sottise d'un Delcassé ou d'un Poincaré pour réaliser un programme d'expansion impérialiste dont le résultat inévitable est la guerre.

Cette tâche est d'autant plus urgente et primordiale, que chaque jour croissent les antagonismes entre les grands Etats capitalistes. Les spécialistes et les contre-révolutionnaires lèvent aujourd'hui le masque. Ils ne sont plus fondés à reprocher aux révolutionnaires d'agiter pour les besoins de la propagande le péril imaginaire de la guerre. Dans le dernier numéro de la *Bibliothèque universelle et Revue Suisse* (2), un certain capitaine Glasson, ancien commandant, 6^e compagnie, régiment marche légion, ancien attaché à la mission militaire française à Berlin, dans un article intitulé « *La guerre future* », écrit :

« Le sentiment est général que la paix actuelle est une simple suspension d'armes et que la guerre est plus ou moins proche. Aussi, les états-majors des pays anciens belligérants,

comme ceux des pays neutres, travaillent-ils activement à mettre en formules définitives la doctrine nouvelle et à réorganiser les armées en s'inspirant des expériences faites au cours de la guerre. »

Je ne veux pas analyser ou discuter cet article. Ceci n'est pas de ma compétence. Mais à côté de renseignements fort intéressants pour les révolutionnaires que préoccupent les questions militaires, il y a quelques phrases qui méritent l'attention. L'auteur, par exemple, parle de la nécessité pour le belligérant d'organiser une *campagne intellectuelle* pour faire valoir auprès des non-belligérants « son droit subjectif ». Il répudie ce qu'il appelle « une mesquine propagande selon la conception d'avant-guerre » et réclame avec énergie « une organisation puissante, armée de moyens également puissants proportionnés à l'importance primordiale du but à atteindre : *La manœuvre de l'opinion*. Je signale en particulier aux communistes encore un peu trop farcis de pacifisme, cette recommandation montrant l'esprit réaliste de l'auteur : « Emprunter beaucoup aux Etats que l'on désire entraîner politiquement à sa suite. »

A cette manœuvre de l'opinion dont parle ce capitaine, il faut opposer la clarification de l'opinion. Afin de préparer l'opinion de la masse prolétarienne, il ne faut pas recourir aux moyens des capitalistes et des gouvernements qui, pour amuser et berner le peuple, se complaisent à parler de la responsabilité de Guillaume II, de sa comparaison devant un tribunal suprême — ce qui n'arrive jamais !

Les révolutionnaires ne doivent pas perdre leur temps à faire passer l'ex-président Poincaré devant leur tribunal dont, par ailleurs, les jugements ne sont pas bien dangereux ! Ce qu'il importe de démontrer, c'est que derrière les assassins et les fantoches qui président aux destinées d'un pays ou s'asseyent à la table de l'état-major, se trouvent le capitalisme et l'impérialisme, pour lesquels les peuples ne sont que la matière première. En s'étendant sur les responsabilités de Poincaré, on rehausse l'éclat de son intelligence — qui est nulle. Il est infiniment préférable du point de vue marxiste et du point de vue révolutionnaire de montrer à la masse que Poincaré ne fut au total qu'un imbécile, un pantin dont les capitalistes s'amusaient à tirer les ficelles !

Moscou, 26 juillet 1921.

Henri GUILBEAUX.



(1) Juin 1921.

(2) Aout 1921.

Pour l'Unité du Front Proletarien

Les soussignés, après avoir examiné la polémique qui vient de s'engager en France sur la résolution concernant les rapports entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge, estiment que l'interprétation qui est donnée par le C. S. R. est de nature à nuire à l'unité du front révolutionnaire qui seule a guidé les délégués de toutes les tendances au premier Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

L'idée maîtresse de la résolution, c'est la coordination de toutes les actions révolutionnaires dans chaque pays. Le Congrès Constitutif n'a pas prescrit à tous les pays les mêmes formes de coordination. Ce qui importait avant tout à tous les délégués, c'est l'unité d'action, dont les formes devaient être définies, élaborées, précisées d'après les particularités des mouvements syndicaux et communistes dans chaque pays. Dans toutes les résolutions votées on ne trouve pas l'idée de subordination au parti communiste, mais l'idée de conquérir le mouvement syndical au communisme. Chaque pays doit pratiquement rechercher les formes de liaison pour l'action révolutionnaire, restant entendu que les considérations internationales doivent être à la base de tous les accords entre les syndicats et les partis. Le Congrès Constitutif a cru devoir établir comme forme de liaison entre les deux Internationales la représentation réciproque, mais les deux Congrès, Communiste et Syndical, traitant cette question, n'ont pas considéré la représentation réciproque comme la subordination d'une Internationale à l'autre.

Si, en France, les syndicalistes et les communistes créent pour toutes les actions offensives et défensives une commission mixte ou un Comité d'action ayant pour but de concentrer toute l'énergie révolutionnaire, d'utiliser toutes les forces de propagande et d'agitation pour réaliser l'objectif commun, les syndicalistes agiront en conformité avec les résolutions du Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

Si dans un pays on trouve une autre forme de coordination des forces, ni l'Internationale Communiste ni l'Internationale Syndicale Rouge ne feront d'objection, pourvu que l'unité d'action soit assurée. Voilà l'esprit exact de la résolution qui a provoqué une opposition en France et même des décisions qui sont

exploitées par toute la presse bourgeoise et « paix-sociale ». Mais il y a encore onze résolutions votées par le Congrès, à savoir : la tactique, le contrôle ouvrier, question d'organisation, programme d'action, etc., etc., où sont traitées toutes les questions qui touchent le mouvement syndical du monde entier. On y trouve les méthodes de conquête des masses ouvrières, la question des comités de fabrique, les formes pratiques du contrôle ouvrier, les problèmes d'organisation dans tous les pays, la lutte contre le corporatisme en faveur des syndicats d'industrie, la question du chômage, la question de la femme dans l'industrie et les syndicats, le mouvement ouvrier dans les colonies et tous les autres problèmes à l'ordre du jour dans les différents pays.

De toute la discussion au Congrès, il s'est dégagé une chose : que toutes les tendances sont d'accord pour reconnaître que 99 % des questions traitées, si elles ont provoqué des discussions passionnées, n'en ont pas moins été votées à l'unanimité.

Les différends qui sont restés, et qui s'expliquent par la variété du mouvement international, ne peuvent et ne doivent être un obstacle à l'unité au sein de l'I. S. R. — Les camarades qui engagent non seulement la discussion, mais l'opposition à fond sans avoir pris connaissance et étudié toutes ses décisions, entravent le libre développement de l'I. S. R. et la lutte contre Amsterdam et tout l'opportunisme réformiste syndical.

La lutte fratricide doit prendre fin : les C. S. R. doivent envoyer une délégation pour s'entendre avec l'I. S. R. sur les modalités d'application des décisions du Congrès Constitutif en désignant immédiatement deux délégués au Conseil Central, dont un au Bureau Exécutif de l'I. S. R.

Comme conclusion, nous conseillons de relire attentivement les statuts votés au Congrès Constitutif et de les imprimer à la *Vie Ouvrière* pour que les militants se rendent compte que l'autonomie syndicale n'est pas en jeu.

Henri Sirolle, Jean Gaudeaux, G. Gaye, Victor Labonne, A. Rosmer, B. Souvarine (France) ; G. Zinoviev, A. Losovsky (Russie) ; André Nine (Espagne) ; Anton Mayer (Allemagne).

Après le Congrès de Lille

Le congrès syndical qui s'est tenu à Lille dans les derniers jours du mois de juillet, constitue un épisode important de la lutte ardente que mènent, contre l'équipe dirigeante de Jouhaux et Cie, les éléments révolutionnaires des organisations syndicales qui veulent ramener la C.G.T. dans la voie révolutionnaire d'avant-guerre. Il marque le moment où les forces antagonistes, majoritaires et minoritaires, autrement dit réformistes et révolutionnaires, sont devenues sensiblement égales, où les deux tendances nettement opposées ont atteint un état d'équilibre. Jouhaux et sa bande restent maîtres de la C.G.T., mais ils s'y trouvent presque complètement paralysés. Et la bourgeoisie, qui avait en eux de fidèles défenseurs, s'apprête déjà à les abandonner à leur sort infortuné, tels des domestiques qui ne peuvent plus servir.

Le ministère confédéral n'a pu se maintenir au pouvoir que grâce à deux manœuvres. D'abord, il a brusqué la convocation du Congrès et l'a avancé de deux mois. Les minoritaires progressaient par bonds ; si on attendait septembre, date normale du Congrès, la défaite majoritaire était certaine. Par un simple coup de force, on décida de réunir le Congrès en juillet.

La dimension du nombre des mandats frappe tout de suite. De 2.240, à Orléans, il passe à 2.950, à Lille. Chacun constate que l'effectif global de la C.G.T. reste maintenant stationnaire. Mais les mandats augmentent considérablement. Il y a, ou à peu près, le même nombre de syndiqués, mais les syndicats font un saut énorme : il y en a 710 de plus. C'est là un fait en apparence déroutant. Mais l'explication en devient très simple, si on sait que les statuts de la C.G.T. attribuent pour les congrès une voix par syndicat. Un syndicat, une voix : telle est la règle, que le syndicat ait 20 membres ou qu'il en ait 20.000. Aussi, entre Orléans et Lille, les dirigeants confédéraux n'ont pas perdu leur temps : ils ont ranimé des syndicats en sommeil, ils en ont créé de nouveaux, utilisant tous les moyens dont ils disposent pour un travail de cette sorte.

Malgré tout, ils doivent constater que, d'une année à l'autre, plusieurs grandes fédérations leur ont échappé : le Bâtiment, les Chemins de fer, l'Alimentation, les Métaux, bien que Merheim, par une manœuvre *in extremis* et un manque de dignité absolu, ait réussi à se maintenir au secrétariat. Dans d'autres fédérations, les progrès sont énormes et les minoritaires y seront majorité demain : tel est le cas des Cuirs et Peaux, 54 contre 50 ; du Textile, 80 contre 75 ; des Verriers, 32 contre 30. Même le Livre, où s'exerce depuis toujours une forte influence réformiste, voit cette fois se dresser une minorité imposante de 44 mandats contre 97. Les majoritaires n'ont désormais aucune base solide ; toutes les corporations leur échappent les unes après les autres.

Le vote du Congrès leur laisse quelque répit, un court délai avant la défaite. Ils en attendaient naturellement autre chose. Ils auraient voulu pouvoir procéder à des exclusions et désorganiser la minorité. Quelques fédérations étaient entrées dans cette voie. Le Congrès devait les féliciter, les encourager et demander que d'autres les imitent. Le résultat a été tout contraire : les exclusions prononcées ont été annulées et les exclus ont siégé au Congrès. C'est pour les majoritaires le plus grand échec. Car ils savent que s'ils ne réussissent pas à chasser les minoritaires, ils sont perdus. Le problème de la scission les obsède. Mais ils ne savent pas comment le résoudre. Leurs amis et conseillers bourgeois les excitent publiquement et leur crient le danger. Mais il est plus facile de demander la scission que de la faire. On a beau répéter que plus le temps passe, plus elle devient difficile à réaliser. Jouhaux laisse passer le temps et ne fait pas la scission. Il ne la fait pas, parce que la minorité qu'il faut chasser, ou au moins disloquer, est aussi nombreuse que ses propres forces, qu'elle les équilibre et que même, sur cette question particulière, elle est plus forte. Beaucoup de syndiqués qui consentent encore à laisser Jouhaux à la tête de la C.G.T. ne le suivent plus, lorsqu'il leur demande de considérer l'adhésion à Moscou comme un crime.

Des débats mêmes du Congrès, il n'y a que peu de chose à retenir. Le mode de discussion en usage dans les Congrès confédéraux est en lui-même assez défectueux. Deux parties composent l'ordre du jour : le rapport moral pour l'année écoulée et l'orientation syndicale pour l'avenir. Aucune question n'est discutée à fond, aucun sujet précis n'est débattu : ce n'est qu'une suite de discours alternés de majoritaires et de minoritaires, qui se répondent plus ou moins les uns aux autres. Cela permet à Jouhaux d'expliquer, à l'aide de quelques phrases ronflantes, que la participation à la Conférence de Washington, à la Société des Nations, au Bureau International du Travail d'Albert Thomas, cela n'est pas du tout de la collaboration de classe, mais la vraie voie révolutionnaire ; à Merheim, chiffonnier abject, de vider la hotte que lui et ses aides emplissent en fouillant les poubelles de la contre-révolution ; à Dumoulin, minoritaire assagi, mais tourmenté, de s'attendrir sur les sacrifices et les souffrances des membres du Bureau Confédéral, tandis que la minorité ne parvient pas à tirer parti des circonstances les plus favorables. Elle avait cette fois un sujet excellent avec le journal quotidien de la C.G.T., le *Peuple*. Il n'est venu en discussion qu'après les votes. Le cas de ce journal est plein d'enseignements : les dirigeants de la C.G.T. l'ont imposé aux syndiqués, ils en ont fait décider la création non par un congrès, mais par un Comité Confédéral National où ils sont toujours sûrs d'une majorité docile. Ils espéraient

avoir ainsi un instrument précieux pour la défense de leur politique. Mais le journal n'a aucun succès, il n'a qu'un chiffre de lecteurs infime, ridicule par sa petitesse. Il coûte cent mille francs par mois aux syndiqués. Les ouvriers ne le lisent pas. Où trouver une meilleure preuve que Jouhaux et Cie sont sans liaison avec la masse ouvrière ? Ils n'ont de liaison qu'avec la bourgeoisie, et le jour où ils perdront leurs fonctions, ils s'effondreront.

Ils répètent sans cesse que les minoritaires, en les accusant de trahison, les calomnient. Mais le camarade Mayoux leur a dit très nettement pourquoi ils sont des traîtres : « Après avoir fait une politique de guerre, a-t-il déclaré, la C.G.T. fait une politique gouvernementale d'après-guerre. C'est en cela que consiste ce que nous appelons sa trahison. Collaborer avec un gouvernement bourgeois c'est trahir. »

Un postier, Digat, s'est taillé un grand succès auprès des majoritaires en proclamant à grand fracas quelques formules absurdes, quelques lieux communs, et en mettant la révolution partout, sauf où elle est. Il a dit que le prolétariat est révolutionnaire lorsqu'il construit et réactionnaire lorsqu'il détruit. Ce qui doit être interprété ainsi : le prolétariat est révolutionnaire lorsqu'il est représenté à la Société des Nations, mais il est réactionnaire lorsqu'il songe à un accident du genre de celui de 89. Un autre acte révolutionnaire (!) de la C.G.T., c'est d'avoir, à propos de la reconstruction des régions dévastées, enlevé l'initiative à l'Etat. Cette découverte comblera d'aise M. Yves Guyot et quelques fossiles manchestériens. Notez d'ailleurs que la C.G.T. n'a rien enlevé du tout à l'Etat, que son projet a été simplement mis au panier par M. Loucheur, qui s'en est allé traiter la question avec son compère Rathenau, à Wiesbaden. « Ce que je veux, s'est enfin écrié Digat, c'est que tous les partis politiques, le Parti Communiste comme les autres, sortent battus du Congrès et que le syndicalisme, qui suffit à son destin, triomphe ». Or, ce syndicaliste pur, ce contempteur de tous les partis politiques, est lui-même membre du parti Renaudel-Thomas-Longuet-Boncour. Ce qu'il voulait à Lille, c'était prendre sa revanche de Tours.

Avec les délégués étrangers a parlé Eddo Fimmen. Ce secrétaire de l'Internationale jaune a été provoquant ; il s'est permis d'interpeller les minoritaires, de leur demander pourquoi ils restaient dans la C.G.T. puisque la politique que font ses dirigeants ne leur plaît pas. Nos camarades ont protesté vivement contre la grossièreté provocatrice de l'envoyé d'Amsterdam. Inutile de dire que le gouvernement qui avait massé des forces de police à l'entrée de la salle du Congrès dans le but de ne pas laisser échapper les délégués de Moscou dont la venue avait été annoncée, s'est empressé de viser le passeport de ce bon serviteur de la bourgeoisie.

Le Congrès de Lille est le dernier où les majoritaires auront la majorité. Les révolutionnaires sont sûrs de l'emporter sous peu en nombre. Cependant la tâche qu'ils ont devant eux reste grande. Il ne s'agit pas seulement de devenir majorité ; car il est clair maintenant que Jouhaux

et Cie n'abandonneront pas facilement leurs places et ne s'en iront pas sans essayer de briser l'organisation syndicale qui les aura rejetés. Il ne faut pas seulement les chasser, il faut les mettre dans l'impossibilité de saboter l'organisation syndicale. Pour atteindre ce double but, la minorité doit se discipliner et s'organiser plus solidement qu'elle ne l'a été jusqu'ici. Elle s'est toujours laissé manœuvrer par les majoritaires. Ceux-ci l'accusent d'user de calomnies et de violence. Mais à Lille, le premier jour, ce sont les matraques majoritaires qui se sont abattues sur le dos des minoritaires trop naïfs. Demain ce seront les matraques gouvernementales : judiciaires, policières, qui s'abattront sur eux. Bidegaray battu, fait venir l'huissier. Jouhaux aussi fera venir l'huissier et le gendarme. La minorité le sait, mais elle ne le sait pas assez et trop souvent, comme dans la question de l'autonomie syndicale, elle se laisse acculer à la défensive. Elle a une année devant elle pour se préparer : ce n'est pas trop.

A. ROSMER.



Bibliothèque
Communiste
PARIS
123, rue Montmartre

DRIDZO-LOSOWSKI. — <i>Le rôle des Syndicats russes dans la Révolution</i>	0 30
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i>	3 »
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i> ..	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
ROSA LUXEMBOURG. — <i>Lettre de la prison</i> ..	2 50
PIERRE PASCAL. — <i>En Russie Rouge</i>	2 »
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i> ..	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale.. épuisé</i>	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks.. épuisé</i>	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i> ..	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i>	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
... <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
... <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
... <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i> ..	0 75

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

VLADIMIR OSSIPOVITCH LICHTENSTADT (MAZINE)

I

Les révolutions sont surtout faites par les élites audacieuses et généreuses. Soutenue par les masses, une minorité d'initiative va de l'avant, prodigue les sacrifices, assume les responsabilités, ouvre les voies nouvelles. Pour vaincre, il faut qu'elle soit nombreuse ; il faut qu'elle groupe tout ce qu'il y a de beau et de fort dans une génération montante. Parmi les dizaines de milliers d'hommes — et souvent de héros — qui la composent, quelques-uns, aux heures mémorables de l'histoire, émergent au-dessus de la foule, soit qu'ils aient du génie, soit — bien plus souvent sans doute — qu'une circonstance leur en tienne lieu. Les noms de ceux-là demeurent seuls à jamais gravés dans les fastes de l'humanité. Et ce serait parfois la plus grande injustice, si nous ne savions tous, au fond, que les plus humbles et les plus inconnus sont souvent les meilleurs, les plus grands, les plus beaux...

Pour comprendre la révolution russe, il faudra plus tard étudier les hommes qui l'ont faite, non seulement les illustres, les « chefs », dont les statues vont désormais dominer les carrefours de l'histoire, mais les innombrables vaillants qui n'auront pas laissé de noms. On se demandera comment ils ont pensé, voulu, vécu, lutté et comment ils sont morts. Des érudits s'efforceront à reconstituer l'histoire de leurs idées. On déploiera qu'ils ne nous aient presque rien laissé : une poignée de lettres et de souvenirs. Car, seuls, ils pourront faire comprendre la puissante race révolutionnaire qui triomphe et disparaît aujourd'hui en Russie. Était-elle très nombreuse ? Non, certes, par rapport à l'immense peuple russe qu'elle a entraîné vers l'avenir. Il est possible d'établir des statistiques approximatives du nombre de militants des différentes organisations à la veille de la révolution. Il ne dépasse pas quelques dizaines de milliers d'hommes. Depuis la victoire de la révolution, ce nombre n'a pas augmenté, bien qu'une génération nouvelle, très différente de la précédente et, à certains égards, d'une trempe révolutionnaire bien moindre, ait remplacé tous ceux qui sont tombés. Il y a maintenant plus de 600.000 communistes en Russie ; mais nul des membres éclairés du parti n'ignore que moins du sixième de cet effectif total est composé de communistes réellement convaincus et éprouvés. La grande masse ouvrière vient d'instinct au parti de la révolution et a besoin d'un grand travail d'éducation. Si peu nombreuse qu'elle soit, notre race révolutionnaire a fait de grandes choses : deux révolutions, celle de Mars, politique, contre l'autocratie ; celle de Novembre, sociale, contre le capital ; puis, des années de guerre à l'intérieur contre la réaction surnoise, contre la faim, la ruine, l'ignorance, les hérédités mauvaises — redoutable coalition ! — à l'extérieur, contre les grandes puissances de réaction... Or, elle a vaincu. Car elle peut disparaître après cet effort prodigieux :

le vieux monde est ébranlé tout entier par sa victoire morale indiscutablement acquise.

Voici un homme de cette race. J'aurais voulu consacrer à sa mémoire une monographie complète. D'autres la feront peut-être bientôt : l'homme était de valeur et vaut d'être connu. Ne sachant de sa vie et de sa pensée que les grandes lignes, je ne puis que tracer de lui un portrait — ou plutôt l'esquisse d'un portrait. Ce sera quand même utile. Le révolutionnaire était en lui typique. Il avait passé par toutes les rudes écoles de sa génération, parcouru les stades d'une longue évolution psychologique avant de devenir un communiste. Communiste, il l'a été sans réserves, jusqu'au don absolu de soi-même. La formation et le caractère de tels hommes sont pleins d'enseignements. Et leur exemple doit rester, — et c'est un devoir chez ceux qui leur survivent de ne laisser perdre ni l'enseignement, ni l'exemple, ni simplement et pieusement, le souvenir

II

Pour honorer lui-même une semblable mémoire, Vladimir Ossipovitch Lichtenstadt avait adopté, depuis sa sortie de la forteresse de Schlüsselbourg, le pseudonyme de Mazine. Le véritable Mazine, Anton Mazine, il l'avait connu à la forteresse de Schlüsselbourg. C'était un homme de volonté puissante que la prison n'avait pu briser. Vladimir Ossipovitch Lichtenstadt nous a laissé de celui dont il devait porter le nom et répéter le sacrifice volontaire, un portrait en vingt lignes. Et la parenté spirituelle m'apparaît saisissante entre ces deux révolutionnaires : le « forgeron corpulent, sanguin, de manières rudes, qui était la volonté même... qui savait apprendre dans toutes les circonstances et tous les milieux, toujours apprendre ; qui, s'il n'était pas grand théoricien, avait l'instinct et le tempérament prolétarien le plus sûr, et qui devait, dès 1918, se faire tuer à Rostov au premier rang des communistes... » — et l'intellectuel, d'esprit souple et délié, venu au prolétariat pour se donner tout entier. Il y a donc derrière la mémoire de Vladimir Ossipovitch Mazine la grande silhouette d'un prédécesseur, de cet Anton Mazine dont on ne sait guère plus que ce que je viens d'en dire : qu'il fut un héros avec simplicité. Figure effacée, discrète, un peu mystérieuse dans la pénombre d'une destinée, mais qui complète un symbole : la continuité du dévouement et de la volonté chez des hommes appartenant à la même race spirituelle.

III

Comme son nom l'indique, Vladimir Ossipovitch Lichtenstadt (Mazine) était juif, fils d'intellectuels. Sa mère lui a survécu. Il semble que reperdu autour d'elle, dans sa pauvre demeure dévastée, l'atmosphère intime, de culture, de travail, de probité où l'enfant grandit et se fit une âme forte. Marina Lvovna Lichtenstadt connaît quatre ou

cinq langues ; elle a écrit et traduit des essais, des critiques, des ouvrages littéraires. Son logis étroit — deux ou trois pièces exigües — ne contient en somme qu'un piano, des livres, des portraits : ceux de son fils, naturellement, et des auteurs préférés de son fils, un Nietzsche, un Goethe. Ce pauvre logis où la vieille femme casse elle-même, péniblement, son bois — quand il y en a — est encore visité de quelques femmes, veuves ou esseulées, qui survivent à toute une pléiade d'intellectuels ; la fille du grand écrivain Gleb Ouspensky, la compagne du socialiste-révolutionnaire Tchernoff et quelquefois la femme de Kérensky. Ces intellectuels ne sont plus. Après avoir magnifiquement lutté, ils ont commis d'impardonnables fautes et quelques-uns d'entre eux ont fini par tourner leurs armes contre la révolution. Toujours est-il qu'il y a vingt ou trente ans, le petit milieu très fermé où vivait Marina Lvovna et son fils était bien celui qu'il fallait pour orienter l'esprit, d'un enfant, puis d'un adolescent, vers l'idéalisme révolutionnaire. On ne s'y préoccupait ni de carrières, ni d'affaires, ni d'intrigues. On y pensait à la Constitution, au socialisme, à la révolution. On lisait les poètes et les philosophes. Le garçonnet pensif dut connaître dès sa douzième année les tragiques poèmes de Nekrasov sur la grande misère du peuple russe, et grandit en lisant Dostofevsky, Tolstoï, Tchekhov. Auster école pour un esprit en formation — et que nous voilà loin des romans d'aventures et des journaux sportifs ! Il entrevoyait autour de sa mère des hommes qui sortaient de prison, qui revenaient d'exil, qui se cachaient, qui étaient illégaux, qui disparaissaient soudainement, emmurés dans les geôles du tsar, ou bannis, ou perdus on ne savait comme.

Je ne sais rien de plus de son enfance. L'adolescent fut sérieux et, de bonne heure, travailleur. Ce qu'il y a d'exubérance dans toute sa jeunesse se dépensa chez lui en lyrisme. Il admira les poètes et, probablement, fut quelque peu poète lui-même. Parmi ses premiers travaux personnels figurent des essais d'esthétique et une traduction en russe, d'un style remarquablement soigné, des *Paradis artificiels*, de Baudelaire.

Comment devint-il révolutionnaire ? En Russie cette question fait sourire. Ne pas être révolutionnaire dans ce milieu, à cette époque eût été très surprenant. Toute la jeunesse des écoles était social-démocrate, socialiste-révolutionnaire, anarchiste. Dans les quartiers ouvriers, dans les universités, la révolution fermentait déjà. Ses idées hantaient tous les cerveaux. Et dehors d'elles il n'y avait ni vie publique, ni aspirations d'aucune sorte. L'art même était rigoureusement social. Presque tous les poètes russes ont connu l'exil, tous les romanciers ont été des pionniers de la révolution dans les mœurs et dans les cerveaux, des accusateurs de l'ancien régime.

.. Vers 1904 ou 1905, Vladimir Ossipovitch, alors âgé de 22-23 ans, revenait d'Allemagne en Russie. Il avait complété ses études à l'Université de Leipzig ; son esprit grave et curieux s'était passionné pour les recherches nouvelles d'Avenarius et d'Ernst Mach, — qu'il devait plus tard relire si longuement à la forteresse de Schlüsselbourg. Mais sans doute la prochaine révolution posait-elle déjà devant lui son redoutable point d'interrogation. Comment n'eût-il pas été conquis par toutes les fibres de son être à la révolution qui venait parmi des souffrances sans nom, — et quelles espérances, et quels héros ! — à la révolution nécessaire ? La jeunesse du moment ne

vivait que pour elle. C'était l'époque des luttes épiques de l'organisation de combat socialiste-révolutionnaire. L'étudiant Stépan Balmacheff exécutait le ministre de l'Intérieur Sipiaguine. Des attentats contre le vieil homme d'Etat Pobiédonosleef, contre le policier Kleigels, contre le gouverneur de Kharkov, Obolensky, — l'exécution de Bogdanovitch à Oufa, multipliaient les gestes audacieux et les sacrifices. Grégor Guerchouni dirigeait, contre les grands dignitaires de l'autocratie, les coups de la vindicte révolutionnaire. En 1904, Egor Sazonoff jetait sa bombe sous le carrosse de von Plevhe.

En 1905, Vladimir Ossipovitch Lichtenstadt, revenu des paisibles cités savantes d'Allemagne où peut-être il avait rêvé de consacrer sa vie pensive aux recherches scientifiques, se trouvait un dimanche de neige dans la rue de Saint-Petersbourg. On était le 22 janvier. Le grand cri des misères montait enfin des faubourgs ouvriers, irrésistiblement ; et, ce jour-là, deux prêtres, deux popes, aimés des humbles vers lesquels ils allaient, devaient conduire la foule grise des travailleurs au tsar, chef de la chrétienté orthodoxe, père de son peuple. Les pauvres gens des usines et des ateliers, les hommes, les femmes, les enfants misérables, s'en allaient par les rues, vers le Palais d'Hiver, conduits par Serge et Gapone qui portaient, comme une icône, le portrait de Nicolas II. Sous les fenêtres du palais la troupe les attendait. « Si le peuple n'est pas séditieux, aurait dit le tsar, traitez-le comme s'il l'était ! » Et : « N'épargnez personne ! » Des feux de salve accueillirent les pétitionnaires. La neige fut horriblement rougie. Dans les rues avoisinant la place du Palais, les cosaques en démençe poursuivirent la foule affolée. De telles scènes se produisirent qu'on s'en souvient encore à Petrograd. L'étudiant Lichtenstadt était dans la foule ce jour-là. Il entendit siffler les balles, râler les agonisants. Qu'il était loin désormais des laboratoires et des bibliothèques de Leipzig ! On raconte qu'il erra toute la journée, dans les rues, désespéré, exaspéré, plein d'une terrible colère... Il passa les journées suivantes à polycopier des manifestes commentant les événements. Cette propagande clandestine, dangereuse, où il fallait tout faire soi-même, avec un outillage de fortune, allait l'absorber de plus en plus complètement.

Les événements se précipitaient. On était en pleine tourmente. La flotte de la mer Noire se mutinait. Le *Kniaz Potemkine* arborait le drapeau rouge et, stoïque, le lieutenant Schmidt se laissait fusiller. La terreur se généralisait. Chaque jour les journaux publiaient une liste des attentats. La bombe de Kaliaeff déchiquetait à Moscou le grand-duc Serge ; et la pendaison du terroriste ajoutait un nom à ceux des martyrs... La grève générale semblait enfin abattre l'autocratie dont le manifeste du 17 octobre signifiait l'abdication. Aux jours d'angoisse et de fureur succédaient les *jours de liberté*. Le 15 octobre on censurait encore Tolstoï, les poètes, les vaudevillistes, les astronomes et les médecins (il y avait des éditions clandestines de *Résurrection* contenant des pages interdites), les bouches étaient muettes, les partis illégaux. Le 20 octobre les journaux socialistes et anarchistes de vingt nuances paraissaient partout : clubs, sociétés, partis, naissaient du grand jour dans une joyeuse exaltation. Cela ne devait pas durer longtemps : le temps pour l'autocratie de procéder à un regroupement de forces, de prendre quelques mesures de police, — et la réaction démasquait ses batteries. A la dissolution de la

première Douma, répondaient les soulèvements de Cronstadt et de Sveaborg. A Helsingfors les premières gardes rouges se formaient. — Vladimir Ossipovitch Lichtenstadt adhéra alors au groupe socialiste-révolutionnaire *maximaliste*.

Les maximalistes constituent la gauche — et une gauche extrême — du Parti socialiste-révolutionnaire. Par leur énergie, par leurs procédés — terrorisme agraire ou politique, expropriations, mode d'organisation accordant une très grande autonomie aux groupes — ils se rapprochaient des anarchistes avec lesquels il leur arriva maintes fois de collaborer. Réagissant contre la centralisation du Parti S.-R., contre son idéologie officielle et modérée, ils préconisaient la réalisation immédiate, par la révolution sociale, du programme maximaliste : expropriation des terres et de l'industrie ; ils s'affirmaient radicalement anti-parlementaires et comptaient sur la faculté créatrice des masses. Deux hommes, extraordinaires d'énergie et d'audace, de ceux dont la biographie est faite d'aventures épiques, dirigeaient l'action de cette minorité « maximaliste », où n'entraient que des esprits libres et des tempéraments résolus : Sokolov (« l'Ours » pendu en 1906) et Salomon Ryss (« Mortimer »). Ce dernier, pour mieux préparer ses coups, était entré en contact avec la police ; il réussit à se jouer du directeur de la Sûreté. Agissant avec le consentement de militants éprouvés, il égara sciemment les recherches et assura l'immunité de son organisation. C'est dans ce milieu que vécut Vladimir Ossipovitch Lichtenstadt, entre vingt-trois et vingt-cinq ans. Quel rôle fut exactement le sien ? Je sais seulement qu'il participa aux deux plus fameuses entreprises de l'organisation de combat maximaliste. Le 12 août 1906, trois de ses membres se rendaient pendant une fête à la villa Stolypine — ils des Apothicaires — et la faisaient sauter. L'explosion, qui leur coûtait la vie, tuait 32 personnes et en blessait 22 autres. Le 14 octobre suivant, un groupe nombreux de militants dévalisait en plein jour, au centre de Pétersbourg, la voiture d'un fonctionnaire de l'État. Poursuivis de rue en rue, les maximalistes se défendirent à coups de revolver. Dix étaient néanmoins arrêtés. De ces dix, sept furent pendus. Vladimir Ossipovitch Lichtenstadt, d'abord condamné à mort, vit sa peine commuée en réclusion perpétuelle (Expropriation du Fonarny péréoulok). Notons ici que ces « expropriations » — pour employer le terme russe — accomplies au nom d'un groupement révolutionnaire, avaient *uniquement* pour but d'alimenter la caisse des organisations, et que nul militant ne pouvait, sous peine d'exclusion immédiate ou de mort, distraire à son profit personnel quoi que ce soit des sommes prises.

Victor SERGE.

(La fin au prochain numéro.)

TERRORISME ET COMMUNISME

par L. Trotsky

Un fort volume, in-16..... 7 fr.
Franco 7 fr. 50

Adresser les commandes accompagnées du montant à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

Tous les Communistes

doivent lire

L'État et la Révolution

par LENINE

qui vient de paraître aux éditions de la Bibliothèque Communiste

Un volume in-16 Jésus 4 fr.

Adresser lettres et mandats à René REYNAUD,
123, rue Montmartre

“ Bulletin Communiste ”

Directeur : BORIS SOUVARINE

A pour Collaborateurs français :

Amédée DUNOIS, Maurice DOMMANGET,
Henri GUILBEAUX, Aïx GUILLAIN, A.
KER, Fernand LORiot, C.-E. LABROUSSE,
Marcel MARTINET, Marcel OLLIVIER,
Pierre PASCAL, René REYNAUD, Jacques
SADOU, Albert TREINT, Paul VAILLANT-
COUTURIER.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, Imprimeur